

Appel du 7 mai de la Convergence :

Les services publics et la Fonction publique sont notre bien commun !

De trop nombreux services publics disparaissent sur le territoire national : maternités, et hôpitaux, gares, postes, tribunaux, écoles, crèches, EPHAD, mairies, collèges et lycées, agences EDF, perceptions et centres des impôts, CIO, commissariats, gendarmeries, agences de Pôle emploi, caisses de la CPAM, services de l'État, La Caisse des Dépôts et Consignations est soumise aux règles bancaires du privé, Aéroport De Paris est en voie d'être privatisé, EDF d'être démembré pour mieux vendre sa partie rentable... **C'est une spoliation des citoyennes et des citoyens qui les ont financés par leurs impôts.**

Les services publics sont essentiels au développement et à l'aménagement du territoire. Leur accès pour toutes et tous, sans discrimination, est facteur de **vivre ensemble** et **vecteurs d'égalité**. Leur présence sur tout le territoire permet **l'accès aux mêmes droits**. Ils sont aussi la **première raison d'implantation des entreprises et des investissements réalisés**.

La disparition des services publics rend la **vie plus compliquée** et même **extrêmement difficile** aux populations aussi bien dans les zones rurales que dans les quartiers populaires et même en ville aujourd'hui. Elle est une des causes fondamentales, avec l'injustice fiscale, de la mobilisation des gilets jaunes et suscite des ripostes citoyennes locales d'importance alliant usagers, personnels et élus.

Au nom du progrès et d'une accessibilité permanente, le gouvernement rend **la numérisation via Internet obligatoire**. Désormais l'informatique **au lieu d'aider à l'adaptabilité du service public aux besoins des usagers oblige ceux-ci à se plier aux impératifs économiques** d'austérité en limitant ses choix et possibilités de contacts et de recours. C'est non seulement une **source d'exclusion** pour une partie de la population mais aussi **un report du coût et de la responsabilité** sur chaque usager qui fait le travail autrefois dévolu aux agents publics.

Le gouvernement, par une série de mesures et de lois (dans la droite ligne des exigences libérales de la commission européenne), toujours présentées avec un vocabulaire trompeur et au nom des usagers, modifie l'architecture complète de notre société et **nous engage dans un système où tout doit être « marchandise »** : notre santé, notre école, toutes les prestations sociales. L'administration elle-même devrait selon lui être assurées par des entreprises privées (banques, GAFA, sociétés de plateformes clients).

Tout cela est inscrit noir sur blanc dans le programme Action Publique 2022. Ce serait la **fin de services publics nationaux et locaux, de la sécurité sociale, le basculement général d'une société de solidarité vers une société de charité.**

Pour suivre cette feuille de route, le projet de loi du gouvernement portant transformation de la Fonction publique **s'en prend au statut général des fonctionnaires c'est-à-dire aux missions** de l'administration et souhaite la faire adopter en urgence avant l'été.

**L'administration du pays n'est pas l'affaire
que des fonctionnaires, mais de la société toute entière !**

Le statut général de la Fonction publique **n'est pas un privilège. Il garantit à tous les usagers l'égalité de traitement.** Il est indispensable pour assurer l'indépendance du fonctionnaire afin qu'il puisse exercer ses missions dans le respect de la légalité, sans discrimination, à l'abri le plus possible des pressions. Il s'agit bien de service à la population sans privilèges pour quelques-uns. **Une fonction publique laïque et neutre est une des conditions de la démocratie et des libertés pour toutes et tous.**

De façon plus générale le statut des fonctionnaires permet d'exercer le droit en dehors des pressions hiérarchiques et gouvernementales : il permet par exemple à un agent des finances publiques d'exercer sa mission de contrôle fiscal à l'abri de toutes pressions économiques, politiques ou hiérarchique. De même le statut des cheminots permet au conducteur de refuser le départ du train si la sécurité des passagers est en cause. C'est une garantie que le travail se fait pour l'intérêt général et non pas pour des intérêts particuliers. Il oblige également le fonctionnaire à accepter d'être nommé là où on a besoin de lui : c'est ce qui permet la présence de la fonction publique sur l'ensemble de notre territoire.

Les services publics sont un bien commun à tous les citoyennes et citoyens, il convient de les reconquérir.

Nous exigeons :

- l'arrêt du projet de loi 2019 de transformation de la Fonction publique et de tous les projets de démantèlement du service public (Dussopt, Blanquer, Buzyn...)
- l'arrêt immédiat des privatisations et des fermetures de services publics ;
- leur réimplantation partout où nous en avons besoin, afin de répondre à la crise du mal vivre et aux inégalités que crée la politique de désertification des services publics ;
- leur démocratisation en associant à leur contrôle et leur gestion usagers, personnels et élus.

Nous affirmons que les services publics sont notre **patrimoine collectif et national.**

Loin d'être un coût le service public est un **investissement**, une **richesse** pour le présent et l'avenir.

Cet avenir nécessite également une **transition écologique**. Parce qu'il est impensable de la laisser au privé uniquement soucieux de ses profits immédiats, elle doit pouvoir **compter sur les services publics** et donc sur une **alternative aux politiques d'austérité.**

Faire le choix des services publics c'est faire le choix collectif d'une société solidaire qui refuse le « chacun pour soi ».

Dans l'immédiat et avec la volonté de créer un large mouvement des citoyennes et citoyens pour la reconquête de nos services publics et de notre fonction publique, **la Convergence appelle les citoyennes et les citoyens - usagers, personnels, élus- à se mobiliser dans les semaines et les mois à venir :**

- pour **créer et renforcer** les **collectifs** de défense, de développement et de démocratisation des **services publics**,
- pour **soutenir les actions** de la Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité, de Notre Santé en Danger, de la Coordination Nationale Rail, du Collectif National Poste et de la Coordination Eau bien commun et de toutes celles et tous ceux qui luttent pour la défense de nos services publics.
- pour **créer les conditions** d'un **grand débat public** sur le **Service Public** et la **Fonction Publique** qui sont notre bien commun.

Sans attendre, nous appelons à la construction d'une mobilisation massive et inscrite dans la durée pour la défense, la reconquête et la démocratisation des services publics.

La Convergence appelle les citoyennes, les citoyens et ses collectifs et organisations et coordinations partenaires à participer aux manifestations et à soutenir la mobilisation initiée par l'intersyndicale de la fonction publique le 9 mai 2019.